



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

<b>Question N° : 63945</b>	<b>De M. Christophe Premat ( Socialiste, écologiste et républicain - Français établis hors de France )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Écologie, développement durable et énergie</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Écologie, développement durable et énergie</b>
<b>Rubrique &gt; déchets, pollution et nuisances</b>	<b>Tête d'analyse &gt; politique et réglementation</b>	<b>Analyse &gt; autorisation dérogatoire. pertinence. perspectives.</b>
Question publiée au JO le : <b>16/09/2014</b> Réponse publiée au JO le : <b>25/11/2014</b> page : <b>9838</b>		

### Texte de la question

M. Christophe Premat attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur la dérogation accordée à l'entreprise Alteo de Gardanne, l'autorisant à déverser ses déchets chimiques liquides en mer Méditerranée. Cette autorisation de pollution est extrêmement préoccupante à l'heure où se multiplient les rapports indiquant la nécessité de préserver la biodiversité de la mer Méditerranée. L'ancienne usine Péchiney avait auparavant produit de l'alumine près de ce parc, qui est une poudre blanche tirée de la bauxite. Cette poudre est très résistante à la chaleur et est utilisée dans la fabrication de verre et d'écrans électroniques. Les quantités de déchets produites par son extraction étaient déjà considérables. Cette prolongation intervient dans un contexte de production massive de déchets et les "boues rouges", résidus de bauxite, pourraient endommager irréremédiablement l'environnement. En effet depuis 1966, on estime à 20 millions de tonnes de boues rouges versées depuis 1966 en Méditerranée par l'usine Alteo de Gardanne. Il aimerait savoir si elle compte intervenir pour annuler cette dérogation accordée.

### Texte de la réponse

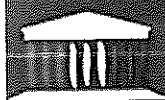
L'usine de Gardanne créée en 1893 est la première usine du monde à avoir mis en oeuvre le procédé d'extraction de l'alumine à partir de bauxite. L'alumine entre notamment dans la composition de l'aluminium, de céramiques industrielles et de verres. Actuellement, la société ALTEO, exploitante de l'usine, dispose d'une autorisation de rejet en mer des boues rouges. Celle-ci arrivera à échéance le 31 décembre 2015. Un nouveau dossier d'autorisation a été déposé par l'industriel afin de proposer de nouvelles modalités de traitements de ses rejets industriels. La ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie a indiqué au responsable de l'entreprise Alteo : - que l'arrêt des boues rouges, prévu au 31 décembre 2015, devait être accéléré ; - que la demande d'autorisation de rejets liquides ne sera pas accordée en l'état, malgré l'avis du Conseil d'administration du Parc, car il faut viser un objectif zéro rejet d'arsenic et de métaux lourds en mer ; - que le bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a été saisi pour mener une expertise indépendante. Les préoccupations liées aux priorités concernant la santé publique et la protection d'un milieu marin fragile justifient cette décision. Des solutions doivent être trouvées pour défendre en même temps l'emploi et l'environnement, sachant que la destruction de l'environnement est aussi destructrice d'emplois et génératrice de dépenses publiques élevées.



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## Texte de la réponse

La ministre de l'environnement, de l'énergie et de la mer chargée des relations internationales sur le climat, suit avec une grande attention le dossier de l'usine ALTEO à Gardanne. Une autorisation de poursuite des rejets en mer, en dérogation avec la réglementation nationale et dans un milieu très sensible, a été délivrée à la société ALTEO pour une durée de 6 ans en fin d'année 2015. Cette décision n'est toutefois pas définitive car elle a fait l'objet d'un recours. La ministre tient à ce que l'entreprise mette en œuvre le plus rapidement possible les actions afin que les rejets respectent strictement la réglementation, sans dérogation. La ministre chargée de l'environnement, a demandé au préfet à ce que l'exploitant présente début septembre en commission de suivi de site les technologies qu'il compte mettre en œuvre pour atteindre les objectifs fixés et le plan d'investissements prévu en conséquence. Le maintien d'un rejet en mer dérogatoire à la réglementation nationale n'est pas possible dans la durée. Le lagunage conduit à des stockages de quantités très importantes de boues rouges au sol, et ne saurait constituer un progrès pour l'environnement. Cette technique était précisément utilisée à l'usine de production d'alumine de Ajka en Hongrie, qui a conduit à un très grave accident industriel faisant plusieurs victimes et à une pollution très importante du Danube. Il importe donc que l'exploitant se conforme au plus tôt aux meilleures normes environnementales.



# ASSEMBLÉE NATIONALE

## 14ème législature

<b>Question N° :</b> <b>78232</b>	<b>De M. Christophe Premat ( Socialiste, écologiste et républicain - Français établis hors de France )</b>	<b>Question écrite</b>
<b>Ministère interrogé &gt; Écologie, développement durable et énergie</b>		<b>Ministère attributaire &gt; Environnement, énergie et mer</b>
<b>Rubrique &gt; déchets, pollution et nuisances</b>	<b>Tête d'analyse &gt; politique et réglementation</b>	<b>Analyse &gt; entreprise Alteo. BRGM. rapport.</b>
<p>Question publiée au JO le : <b>21/04/2015</b>  Réponse publiée au JO le : <b>14/06/2016</b> page : <b>5493</b>  Date de changement d'attribution : <b>12/02/2016</b>  Date de signalement : <b>07/06/2016</b>  Date de renouvellement : <b>15/09/2015</b>  Date de renouvellement : <b>19/01/2016</b>  Date de renouvellement : <b>03/05/2016</b>  Date de renouvellement : <b>03/05/2016</b></p>		

### Texte de la question

M. Christophe Premat attire l'attention de Mme la ministre de l'écologie, du développement durable et de l'énergie sur les conclusions du rapport du bureau de recherches géologiques et minières rendues publiques le 1er avril sur l'usine d'alumine d'Alteo Gardanne (Bouches-du-Rhône). Selon le rapport, en application de l'article R. 512-7 du code de l'environnement, il a été demandé à la société Alteo Gardanne de faire procéder à une tierce expertise de ce dossier, laquelle a été confiée au BRGM. Cette tierce expertise porte sur les solutions technologiques de traitement des boues rouges et effluents liquides résiduels étudiées par l'industriel. L'impact des rejets en mer ne fait pas partie du périmètre de l'expertise confiée au BRGM. Le BRGM a été chargé d'examiner les technologies envisagées par Alteo pour vérifier si elles font partie des meilleures technologies disponibles au niveau mondial, ou s'il existe des technologies alternatives ou complémentaires qui permettraient de réduire, voire supprimer, les rejets en mer. La mission du BRGM intégrait aussi l'appréciation de l'impact économique de ces éventuelles technologies alternatives ou complémentaires. Le rapport de 173 pages analyse les solutions existantes en évaluant les techniques utilisées par la société Alteo. Il existe une contrainte géographique et géologique du site qui, si on prend en compte l'histoire de ce projet, est due à des choix contestables de localisation. Une conclusion du rapport retient cependant l'attention: le BRGM a réalisé un parangonnage international concernant les techniques de gestion des boues rouges et des effluents résiduels, et a examiné de manière critique le parangonnage produit par Alteo. À l'issue du parangonnage, le BRGM n'a pas identifié de solution permettant de supprimer totalement les effluents liquides : une telle solution existe, mais nécessite de vastes bassins de décantation et d'évaporation des eaux (lagunage). L'emplacement géographique de l'usine ne permet pas sa mise en œuvre. Le rapport montre que cette solution n'est pas compatible avec les finances actuelles de l'entreprise. Néanmoins, un investissement prenant en compte la durée de vie du fonds communs de placement à risques et la nécessité, dans l'optique de la transition énergétique, de relocaliser ces activités industrielles pour envisager ce lagunage, pourrait être source d'emplois respectueux de l'environnement. Il aimerait savoir si le Gouvernement entend accompagner cette restructuration de l'entreprise pour investir dans cette solution et si une stratégie plus ambitieuse pouvait être élaborée dans le double intérêt de l'environnement et de l'emploi.